

Editorial

Accréditation, labellisation des enquêtes ou certification des observatoires

Un article récent paru dans Challenges met en cause les universités qui seraient incapables de produire des données statistiques sur la réussite aux examens et sur les taux d'insertion.

Contrairement à ce qu'affirme l'auteur de l'article, ces publications sont déjà effectives dans la grande majorité des universités, et depuis près de 15 ans dans la nôtre.

Heureusement cette suspicion est contredite par nombre d'autres articles dans la presse spécialisée (AEF, l'Étudiant) ou généraliste (Le Monde, La Dépêche, Le Nouvel Observateur, etc.).

Cependant, on peut tirer une leçon de cette attaque injustifiée. Les données publiées par les universités ont besoin d'être lisibles : il faut qu'elles soient accessibles facilement à tous, c'est le cas en ce qui concerne notre université. Mais il faut aussi qu'elles soient considérées comme fiables et incontestables. S'agissant des résultats des enquêtes d'insertion, le protocole imposé par le MESR est un gage de sérieux dans la collecte des données. Pour aller plus loin dans la garantie de qualité des enquêtes, le MESR a mis en place un groupe de réflexion rassemblant, outre des membres de la Sous-direction chargée des études statistiques du ministère, des représentants de la CPU, des observatoires, du Céreq et de la DIO.

Ce groupe est chargé d'étudier l'opportunité de demander une labellisation du CNIS (Conseil National de l'Information Statistique – INSEE) pour l'enquête nationale d'insertion professionnelle des Masters et des Licences professionnelles.

Comme la grande majorité des observatoires, nous n'y sommes pas favorables. En effet, cette labellisation aboutirait à figer l'enquête au seul tronc commun du MESR et nous interdirait toute investigation locale.

De son côté, la CPU se penche sur un moyen d'accréditer les observatoires.

Parallèlement, un certain nombre d'observatoires commencent à réfléchir à une démarche qui garantirait la fiabilité des résultats aux yeux de tous les utilisateurs potentiels. On peut citer l'exemple de l'université d'Auvergne qui est depuis octobre 2012 dans une démarche qualité visant à obtenir la certification ISO 9001 de ses enquêtes sur le devenir de ses diplômés. Sans s'engager dans une démarche aussi lourde, l'OFIP envisage cette hypothèse de travail et serait prêt, à moyen terme, à aborder ce type d'approche.

Marc Boudier
Directeur de l'OFIP

- Editorial
- Nouvelles brèves
- Suivi des primo entrants en L1 en 2011 à UT1 Capitole
- Les enquêtes d'insertion professionnelle des diplômés 2010
- Conditions d'études des doctorants d'UT1 Capitole
- Les titulaires 2012 d'un M1 d'UT1 Capitole - situation en 2013
- Travaux en cours de réalisation

Nouvelles brèves

Marc Boudier et Danielle Carré ont participé à la réunion du GTES à Montpellier du 12 au 14 décembre 2012.

L'OFIP a participé les 25 et 31 janvier 2013 aux journées « Tremplin pour l'Emploi » organisées par le SUIO-IP.

En février 2013, L'OFIP a collaboré à l'évaluation des Journées Portes Ouvertes avec le service de la Communication.

L'OFIP est intervenu dans la journée de formation des Conseillers d'Orientation Psychologues à Albi le 11 avril 2013.

Les 9^{èmes} Journées Nationales des Observatoires de l'enseignement supérieur se sont déroulées à Rouen du mercredi 29 au vendredi 31 mai 2013.

L'OFIP participera au séminaire PEC qui se tiendra le 28 juin 2013 à l'université du Mirail.

Suivi des primo-entrants en L1 en 2011 à UT1 Capitole

Bilan de trois enquêtes

La première enquête à la rentrée 2011 a permis de dégager différents profils d'étudiants :

- D'un côté, des étudiants à profil adapté aux études longues : bac ES (46 %) ou S (23 %), obtenu à 18 ans ou moins (67 %) avec des mentions AB, B ou TB désirant atteindre un niveau bac +5 ou +8 (61 %)
- De l'autre, des étudiants à profil fragile : 13 % avaient un bac STT, 6 % un bac Pro, 33 % avaient obtenu leur bac avec au moins un an de retard, 12 % avaient dû passer l'oral de rattrapage et le niveau d'études visé était un bac+3 pour 29 %, un bac+2 pour 2 % et 7 % n'avaient pas d'idée sur le niveau d'études visé.

La deuxième enquête 8 mois après la rentrée et croisée avec les résultats à l'année a montré qu'il y a :

- Des proximités fortes entre les étudiants à profil scolaire adapté aux études longues et l'assiduité, le travail personnel, l'usage de ressources variées (livres, photocopies documents des BU), des projets d'études ambitieux (bac+5 ou +8) et stables et enfin la poursuite d'études et la réussite.
- Des proximités fortes entre les étudiants à profil fragile et le changement dans le niveau d'études visé (le niveau visé bac+2 passe de 2% à 8%), l'absence fréquente en cours magistraux et en TD ; le niveau faible et irrégulier de travail personnel, le

peu d'usage des supports de travail et l'abandon.

La troisième enquête à 1an ½ de la rentrée montre qu'un tiers des étudiants ne s'est pas réinscrit l'année suivante dans l'établissement. Parmi ces sortants, 95 % n'avaient pas validé le L1. Ce sont plutôt des étudiants soit à passé scolaire difficile ou peu adapté qui souhaitaient faire des études courtes de type BTS, DUT ou des écoles para-médicales ou sociales, soit des bacheliers généraux qui découvrent des matières qui ne leur plaisent pas du tout.

- Ils poursuivent massivement des études en toute cohérence avec les constats tirés de l'expérience vécue dans notre université en 2011-2012.

- Ceux qui voulaient faire un BTS en 2011-2012 se sont réorientés plus souvent que les autres vers un BTS. 56,1 % sont très satisfaits de leurs études et 37,7 % satisfaits.

- Ceux qui voulaient faire un DUT en 2011-2012 se sont réorientés plus souvent que les autres vers un DUT. 54,5 % sont très satisfaits de leurs études et 36,4 % satisfaits.

- Ceux qui voulaient faire une Licence en 2011-2012, se sont réorientés plus souvent que les autres vers une autre Licence. 47,6 % sont très satisfaits de leurs études et 46,9 % satisfaits.

Les résultats des trois enquêtes : [enquête 1](#), [enquête 2](#), [enquête 3](#)

Danielle Carré

Les enquêtes d'insertion professionnelle des diplômés 2010

Pour la quatrième année consécutive, l'OFIP a interrogé les diplômés de LPRO et de Master d'UT1-C, dans le cadre de l'enquête nationale sur l'insertion professionnelle des diplômés de l'université pilotée par le MESR.

> Quelques chiffres :

Les taux de réponses de cette dernière enquête sur les diplômés 2010 ont été de 65,6 % pour les masters et de 58,1 % pour les licences professionnelles.

Le taux d'emploi* des diplômés de licence professionnelle de 2010 est de 92,8 %, 2,5 ans après le diplôme. Ce taux d'emploi reste très élevé et même légèrement plus élevé que celui des diplômés 2009 qui s'élevait à 92,2 %. Tous les résultats : [Les licences professionnelles de 2010 en 2012](#)

Le taux d'emploi* des diplômés de master de 2010 est de 91,2 %, 2,5 ans après le diplôme. Ce taux d'emploi progresse par rapport à l'enquête précédente qui portait sur les diplômés 2009 où il s'élevait à 89,1 %. Tous les résultats : [Les masters de 2010 en 2012](#)

Le taux d'emploi, ainsi que les autres indicateurs (taux d'emploi stable, niveau des emplois, secteur d'activité, revenus, etc.) varient selon les composantes.

Tous les résultats par composante : [Les Masters de 2010 en 2012 \(par composante\)](#)

> Les répertoires d'emplois :

L'OFIP met à disposition des répertoires d'emplois par diplôme de Master et par diplôme de Licence Professionnelle. Cette année encore, les répertoires d'emplois ont été enrichis par les données recueillies lors de la dernière enquête. Ce document est un outil d'information essentiel pour les publics lycéens et étudiants.

Les emplois après une Licence Professionnelle : [Les emplois après une licence professionnelle à UT1-C](#)

Les emplois après un master [en Droit, en Economie, en Informatique, en Gestion, en Information et Communication](#)

* taux d'emploi : [emploi / (emploi + chômage)]

Anne Diris

Conditions d'études des doctorants d'UT1 Capitoile

Cette enquête a été menée avec le Service de la Recherche et du Pilotage (SRP) en partenariat avec le Service Commun de Documentation (SCD). Le questionnaire, qui avait été présenté aux membres du Conseil Scientifique et avalisé par ceux-ci, a été administré par mail puis par téléphone (en français ou en anglais) en mars et avril derniers. Il concernait tous les doctorants inscrits en 2012/2013.

621 doctorants ont été enquêtés, 381 ont répondu (taux de réponse de 61,3 %). A partir de ces réponses, un échantillon représentatif a été construit.

Les premiers résultats ont été présentés aux membres du Conseil Scientifique le 10 juin 2013.

Cette étude a permis :

> De mieux cerner le profil des doctorants d'UT1 : ce sont majoritairement des garçons (56 %), ils ont en moyenne 30 ans et ce sont un peu plus souvent des étudiants étrangers (52 %). Ils sont issus de familles ayant un niveau d'études plus fort que la moyenne (la moitié des parents ont fait des études supérieures, par comparaison, 1/5 de la population française est dans ce cas). 59 % sont célibataires et 19 % ont un (ou des) enfant(s).

La moitié d'entre eux a un baccalauréat général (principalement ES) et 45 % une équivalence étrangère.

Pour 81 % un master recherche français est le diplôme d'accès au doctorat. Les trois quart ont obtenu leur diplôme d'accès au doctorat (master, année complémentaire, ...) à UT1. Ils sont très massivement (75 %) en formation initiale. Et presque tous (83 %) ont pour objectif de devenir chercheur ou enseignant chercheur.

> De mettre en lumière les modes de financement des thèses : la moitié des doctorants d'UT1 bénéficie d'un financement spécifique pour leur thèse (allocation, monitorat, contrat doctoral, support d'ATER). Mais 20 % déclarent avoir recours à des «petits boulots» comme financement principal de leur thèse et 14 % à des aides familiales ou de leur conjoint.

> De mieux appréhender les conditions de travail des doctorants : ils travaillent (travail personnel) pour leur thèse en moyenne 32 heures par semaine (week-ends compris). La moitié affirme travailler plus de 34 heures par semaine.

Leur lieu de travail principal est leur domicile (48 %), leur laboratoire de rattachement (29 %, sachant que près des deux tiers ont un espace de travail dans leur laboratoire) et les bibliothèques universitaires (18 %). Ils travaillent en moyenne

7 heures et demi par semaine en BU. Le temps de travail en BU est cependant très différent d'un doctorant à l'autre puisque certains affirment ne jamais y travailler et que d'autres disent y travailler 50 heures par semaine.

Plus des deux tiers ont suivi des formations (modules proposés par le PRES, séances de formation documentaire spécifique proposés par la BU, modules d'approfondissement des connaissances disciplinaires proposés par leur Ecole Doctorale).

57 % ont participé à des colloques (en moyenne 4 en France et 1,5 à l'étranger). Une petite moitié de ceux qui ont participé à des colloques y ont fait des communications.

28 % ont fait des publications depuis le début de leur doctorat.

Cette étude nous montre aussi comment les doctorants jugent leurs conditions de vie et d'étude : 95 % sont globalement satisfaits ou très satisfaits de la vie à UT1-Capitoile, ils trouvent que leur directeur de thèse est tout à fait disponible (60 %) ou plutôt disponible (32 %), 90 % sont satisfaits (ou très satisfaits) des BU et des centres de documentation, 84 % de la disponibilité des enseignants-chercheurs ; 80 % de la disponibilité des personnels administratifs.

Cependant, tout n'est pas toujours facile pour eux : 40 % ont l'impression d'être souvent débordés (54 % de l'être parfois), 77 % disent avoir éprouvé des difficultés à travailler en bibliothèque (principalement par manque de place) et 62 % éprouvent des difficultés à travailler à leur domicile (principalement par manque de calme).

Ces premiers résultats sont globaux et gommement en partie des différences fortes qui peuvent exister entre doctorants selon leur école doctorale, leur statut (financés ou non, en formation initiale ou en emploi, genre, nationalité, etc.).

Ils ne traitent pas non plus d'une partie du questionnaire qui devrait permettre de mieux appréhender l'usage que font les doctorants des BU et des souhaits qu'ils peuvent exprimer à ce sujet.

Un document complet sera publié au cours du dernier trimestre 2013. Les données collectées étant très riches, il reprendra ces premiers résultats qui seront complétés par d'autres matériaux qui n'ont pas été traités ici. De plus, nous donnerons ces résultats pour une série de sous-populations et essayerons de mettre en lumière des profils de doctorants.

Marc Boudier

Les titulaires 2012 d'un M1 d'UT1 Capitole situation en 2013

Des poursuites d'études très importantes. En effet, 96 % des titulaires du M1 poursuivent des études l'année suivante. Ces poursuites sont majoritairement dans notre université, 63 % et dans une deuxième année de master, 85 %.

S'il y a 4 % d'étudiants titulaires d'un M1 d'UT1C qui ne poursuivent pas d'études en 2012-2013, seulement 2 % arrêtent leurs études parce qu'aucun de leurs dossiers de candidatures en M2 n'avaient été acceptés et, s'il y a 11 % de ces mêmes titulaires qui poursuivent des études autres qu'un M2, seulement 5 % le font pour les mêmes raisons.

95 % des étudiants titulaires d'un M1 d'UT1C avaient en moyenne déposé 4,7 dossiers de candidatures en M2, 1,5 en moyenne à UT1C et 3,2 à l'extérieur. Parmi eux, 92 % ont eu au moins un dossier accepté.

71 % des étudiants qui avaient candidaté dans un M2 sont inscrits dans celui qu'ils souhaitaient (1^{er} choix)

Des étudiants qui pour le choix du M2 sont fortement motivés par l'intérêt qu'ils portent à la discipline (79 %) et aux métiers sur lesquels débouchent le M2 (59 %). Les avantages de la vie à Toulouse, bien qu'avancés par un étudiant sur trois sont rarement le déterminant principal du choix.

Situation en 2013 des diplômés de M1 en 2012 (100)						
Arrêt études						
4		4		4		4
Poursuite d'études						
96	M2	85	UT1	56	63	33
			Hors UT1	29		
	pc	6	UT1	4		
			Hors UT1	2		
	autre M1	3	UT1	2		
			Hors UT1	1		
	divers	2	UT1	1		
			Hors UT1	1		
100		100		100		100

* pc = préparation aux concours administratifs ou professionnels

Six étudiants sur dix sont sélectionnés pour la première fois lors de leur candidature en M2. Pour les autres, la sélection s'est effectuée durant le cursus Licence ou à l'entrée du cursus Master. La sélection précoce qui concerne 4 étudiants sur 10, ne change pas le taux de poursuite d'études mais, a quelques conséquences sur la nature de cette poursuite et sur le niveau de sélection ressentie. Ces étudiants sont plus souvent en M2 et plus souvent à UT1C et il sont plus souvent admis dans leur premier choix.

Tous les résultats de l'étude : [«M1 obtenus en 2012 à UT1 Capitole, sélectivité et parcours»](#)

Danielle Carré

Les travaux en cours de réalisation

ENQUÊTES EN COURS OU EN PROJET

> Comme chaque année depuis 2009, enquête sur la chaîne d'inscription des étudiants inscrits pour la 1^{ère} fois à UT1C en L1. Pour la première fois cette année l'enquête est étendue à tous les nouveaux arrivants en L2 et L3. Cette année, en collaboration avec le service des TICE l'enquête s'enrichit de questions concernant les pratiques dans ce domaine des nouveaux arrivants.

> Enquête pour le Centre de Ressources en Langue sur l'utilisation des différents espaces qu'ils

proposent aux étudiants et aux personnels de l'université.

> Enrichissement des répertoires d'emplois pour les Masters et les Licences Professionnelles par ajout des informations issues des dernières enquêtes sur l'insertion professionnelle des diplômés 2010.